



Paris, le 11 octobre 2019



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Réunion des ministres des Finances de la Zone franc

Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales de la Zone franc se sont réunis le vendredi 11 octobre 2019 à Paris, sous la présidence de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances de la République française.

Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont réaffirmé l'importance des mécanismes et institutions de la Zone franc pour la stabilité et le développement des économies de la Zone. Ils ont réitéré leur volonté de continuer à faire de la Zone franc un espace de coordination active des politiques publiques, en lien avec les principaux bailleurs et institutions.

Dans un contexte économique marqué par une reprise de la croissance à l'échelle du continent africain, ils ont réaffirmé leur engagement d'œuvrer pour le développement de la Zone franc et de mettre en œuvre des politiques économiques soutenables axées sur la diversification économique et le renforcement de la mobilisation des ressources domestiques.

Les participants à la réunion ont relevé que la convergence nominale reste en-deçà des résultats escomptés. Ils ont en particulier noté les risques liés à la dette et au déficit publics, susceptibles de remettre en cause les équilibres internes et externes des États concernés. Ils ont rappelé l'importance d'améliorer fortement la mobilisation des ressources intérieures et de créer les conditions d'un développement soutenable.

A ce sujet, Mme Fily Bouaré-Sissoko, Commissaire UEMOA, et Jérémie Pellet, directeur général d'Expertise France, sont revenus sur la mise en œuvre de l'"Initiative France Banque mondiale pour la promotion des partenariats public-privé (PPP) dans les pays d'Afrique de la Zone franc", lancée en octobre 2013.

Cette initiative a permis d'appuyer les pays de l'UEMOA et les instances communautaires dans l'élaboration d'un cadre juridique et institutionnel favorable au développement des PPP. Cette initiative est en cours d'extension à la CEMAC. Mme Fily Bouaré-Sissoko, commissaire de l'UEMOA, a effectué un point d'étape sur l'initiative « Investir en Zone franc ».

Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont souligné la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des mesures permettant de renforcer l'intégration régionale, facteur de résilience et de solidarité des États de la Zone franc, face aux chocs exogènes, dans un contexte sécuritaire régional difficile et un environnement économique international incertain. À ce titre, ils réitèrent l'importance de continuer à assurer le suivi régulier de l'ensemble des recommandations adoptées lors des réunions des ministres de la Zone franc.

Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont insisté sur la nécessité de mettre en œuvre les plans de réformes structurelles agréés dans le cadre des programmes mis en œuvre avec le FMI afin d'améliorer la situation macroéconomique, garder le cap d'une croissance inclusive et soutenable et de préserver la confiance des partenaires.

Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont poursuivi leur réflexion et le suivi de leurs actions concernant la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Tiémoko Meyliet Koné, gouverneur de la BCEAO et actuel président du comité de lutte anti-blanchiment de la Zone franc (CLAB), a notamment fait un point d'étape sur la mise en œuvre des plans d'actions présentés lors de la RMZF d'octobre 2018. Le suivi de ces plans d'actions sera bien entendu renouvelé lors des réunions ultérieures.

Les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales renouvellent donc leur invitation aux autorités nationales et régionales compétentes à poursuivre leur mise en œuvre dans les délais. Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont souhaité qu'une évaluation de ce plan d'actions puisse être menée.

Ils ont discuté des enjeux des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, qui se tiendront à Washington du 17 au 19 octobre 2019, sur la base d'une présentation des administrateurs représentant la France et les pays d'Afrique francophone à la Banque mondiale et au FMI.

Ils ont enfin chaleureusement remercié les autorités françaises pour l'organisation de cette réunion de la Zone franc, ainsi que pour l'accueil réservé aux participants. Ils ont accepté l'invitation des autorités gabonaises de tenir la prochaine réunion des ministres des Finances de la Zone franc à Libreville.